



Bernard Derosier

Député PS du Nord

Président du conseil général du Nord

Regarder « en positif » le traité constitutionnel sur l'Europe

LE CLUB LAMENNAIS A POURSUIVI ses rencontres sur le thème de « l'avenir de la France dans l'Europe » en recevant Bernard Derosier, député socialiste et président du conseil général du Nord, le 26 octobre, à l'occasion d'un petit déjeuner présidé par Noël Clavelloux, président du *Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France* (CNISF), et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la lettre *Horizons politiques*. La tâche de l'invité d'honneur n'était pas facile. Si Pierre Mauroy et Martine Aubry sont favorables comme lui à l'adoption du traité constitutionnel de l'Union européenne, en revanche, le président PS de la région du Nord-Pas-de-Calais et le président de la fédération socialiste du Nord se sont prononcés contre. Qu'à cela ne tienne, Bernard Derosier a plaidé avec beaucoup de conviction pour l'adoption du traité et un « oui » au référendum interne au PS du 1^{er} décembre qui prend un relief tout particulier dans la mesure où, selon le leader socialiste François Hollande, c'est « le sort de l'Europe » qui se jouera... entre 125 000 militants. Fédéraliste convaincu, Bernard Derosier a précisé toutefois que l'enjeu du prochain référendum qui se déroulera en 2005



Noël Clavelloux et Bernard Derosier

n'était pas de créer, avec cette nouvelle Constitution européenne, un Etat européen. « L'Europe n'est pas et ne sera pas un Etat, a-t-il insisté. La référence pour la France demeure la Constitution française. » Les pendules étant remises à l'heure, le député du Nord a cherché avant tout à « positiver » le débat ouvert entre partisans du « oui » et du « non ».

« Il faut regarder ce traité en positif à travers ce qu'il apporte et non en négatif pour ce qu'il ne prétend pas régler. Face aux défis actuels, plus d'Europe, c'est incontestablement à la fois plus de sécurités économique et politique », a-t-il ajouté.

Cet acte de foi en l'avenir de l'Europe s'est accompagné d'une vigoureuse mise en garde à l'égard de ceux qui voudraient, selon lui, tout remettre en cause.

Après avoir rappelé que l'Europe a eu une influence positive sur le développement de la France (« Personne ne peut le contester même parmi les plus souverainistes », a-t-il souligné), Bernard Derosier a lancé cet avertissement : « Si on ne peut pas être sûr que la France gardera durablement son rang politique, économique au niveau européen et international, à l'inverse, on peut être sûr que sans une Europe forte, la France serait vouée au déclin et à l'isolement économique. » Le député du Nord souligne encore avec juste raison que « l'avenir de la France dépend aussi de l'avenir de l'Europe ».

« Très près d'un Etat fédéral »

Rejetant l'« Europe confédérale » prônée par ceux qui « veulent revenir à l'Europe d'avant le traité de Rome », Bernard Derosier a encore déclaré : « Nous sommes embarqués volontaires dans le bateau de l'Europe. Nous avons intérêt à ce qu'il tienne un bon cap. L'intérêt des citoyens, c'est celui d'une Europe politiquement et économiquement forte. »

Repondant plus particulièrement au « souverainiste » UMP Nicolas Dupont-Aignan qui avait dénoncé, lors du précédent club Lamennais du 28 septembre, un basculement du système européen vers le « fédéralisme », le président du conseil général du Nord a été clair et net : « Certains disent que le traité fait basculer l'Europe dans le fédéralisme. Tant mieux : chiche ! », s'est-il exclamé tout en regrettant pour sa part que le traité n'aille pas assez loin dans la conception de l'Europe fédérale. « Ma pente naturelle est celle du fédéralisme, a-t-il précisé. C'est la seule forme politique qui permet de faire avancer de concert l'harmonisation des politiques économique et sociale nécessaire au développement des échanges. De même, il est nécessaire d'aller vers une Europe politique dont la faiblesse s'est faite cruellement sentir en Yougoslavie, par exemple, ou face à la crise irakienne. »

« Ce traité peut constituer une étape sur le chemin du fédéralisme, a relevé Bernard Derosier, mais il ne prévoit pas l'organisation fédérale de l'Europe et je le regrette, a-t-il dit avant de préciser, l'Etat fédéral n'est pas encore à l'ordre du jour. On est très près de la Constitution constitutive d'un Etat fédéral... mais on n'y est pas encore tout à fait. »

Hostile au référendum

Le député du Nord a avancé quelques points de vue qui ne sont pas toujours en adéquation totale avec ceux défendus par le Parti socialiste. Il a mis en garde, par exemple, contre un certain mythe de l'« Europe sociale ». « Est-ce que nous avons bien défini l'Europe sociale ? Je plaide contre mon camp, a-t-il avoué, mais est-ce que c'est un droit du travail identique ? Le même droit à la santé ? Un droit à la retraite semblable ? Certains pays le voudraient qu'ils ne le pourraient pas et d'autres n'y tiennent pas préférant garder les avantages acquis. »

De même, il a émis des doutes sur le fait que l'Europe sociale soit en mesure de protéger contre les délocalisations : « La plupart d'entre elles se font en dehors de l'Europe en Asie notamment », a-t-il remarqué. Au contraire, selon lui, l'Europe actuelle offre une certaine « cohésion sociale » qui a permis, par exemple, a-t-il dit, « à sa région du Nord Pas-de-Calais d'obtenir des moyens substantiels pour un développement plus rapide ».

Enfin, le député du Nord a reconnu qu'en demandant un référendum sur la ratification du traité

constitutionnel, le PS s'était mis, en ce moment, dans la position de l'« arroseur-arrosé ». « Personnellement, je suis hostile au référendum parce que c'est la minorité agissante qui l'emporte. Je suis parlementariste et pas du tout présidentieliste. J'aurai bien aimé qu'il n'y ait pas de référendum », a-t-il concédé. Et (cri du cœur), il a même convenu que s'il n'y avait pas eu l'annonce d'un référendum par Jacques Chirac « cela nous aurait simplifié le débat interne !... »

Hollande plus présidentiable que Fabius



Interrogé enfin sur la confiance prêtée à Laurent Fabius au soir du 21 avril 2002, selon laquelle après la tentative malheureuse de Lionel Jospin à la dernière élection présidentielle, « c'était son tour », le député du Nord a précisé : « Pour les socialistes, la règle ce n'est pas de dire c'est mon tour, c'est de voir collectivement qui est le mieux placé — homme ou femme — dans le contexte politique du moment par rapport aux candidats qui se présentent en face. Aujourd'hui, il y en a plusieurs qui pourraient être en situation. On n'est encore qu'aux préférences individuelles. »

« S'il y avait eu une élection présidentielle au lendemain de l'échec de 2002, c'était incontestablement Laurent Fabius, a-t-il indiqué. Il avait une stature d'homme d'Etat. Mais ses récentes prises de positions sur la ratification du traité constitutionnel m'ont forcément amené à me dire qu'un homme d'Etat qui prend cette responsabilité de prôner le non n'a pas à mes yeux, les qualités premières pour être demain le chef de l'Etat, dans l'état actuel de notre Constitution. » Bernard Derosier a poursuivi : « Entre temps, nous avons vu apparaître dans l'année écoulée quelqu'un qui s'est révélé comme un bon médiateur et bon stratège en termes politiques : c'est François Hollande. Il n'a pas eu de responsabilités ministérielles, il n'a pas été non plus Premier ministre, mais François Hollande me paraît être le meilleur candidat. » Bernard Derosier rappelle que François Hollande est le leader du Parti socialiste et, assure-t-il, « je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas son tour ! » C'est la première fois depuis l'ouverture de la campagne interne au PS sur la ratification du traité constitutionnel de l'Union européenne qu'un dirigeant socialiste estime que Laurent Fabius a perdu dans cette affaire sa légitimité à être candidat du PS pour la prochaine élection présidentielle. Une prise de position qui mérite d'être retenue et qui, sans doute, fera date. Merci, Bernard Derosier de nous en avoir réservé la primeur !